

Le chef de l'Etat présente aujourd'hui le plan d'urgence sur l'emploi des jeunes. Il veut concentrer ses efforts sur l'insertion dans le secteur privé en relançant les dispositifs de formation en alternance. Les mesures prévues devraient coûter 1 milliard d'euros.

Nicolas Sarkozy mise sur la formation en entreprise pour endiguer le chômage des jeunes



Les jeunes et l'emploi : une situation qui se dégrade



Idée / Sources : Dares, Insee, Eurostat / Photo - REA

* Au sens du BIT

C'est au centre de formation de Veolia Environnement, dans le Val-d'Oise, que Nicolas Sarkozy dévoile, aujourd'hui, le plan d'urgence sur l'emploi des jeunes. Le choix n'est pas anodin tant il résume la stratégie du gouvernement : miser au maximum sur la formation et appeler les entreprises privées à la rescousse. « Les emplois durables sont dans le privé. C'est là qu'il faut agir en privilégiant la formation pour préparer la reprise », explique l'Elysée. Il y a effectivement urgence : en un an, le chômage des jeunes, déjà structurellement plus élevé en France qu'ailleurs, a bondi de 32 %. Ils sont aujourd'hui 434.000

en recherche d'emploi et le gouvernement craint que ce chiffre n'atteigne 600.000 si rien n'est fait. Mais pas question pour autant de céder à la tentation « des expérimentations, des inventions et des usines à gaz », insiste l'Elysée. Le spectre du contrat première embauche (CPE) est passé par là et, dans un climat social très tendu, notamment dans les universités et les banlieues, Nicolas Sarkozy devrait insister sur son « rejet de toute solution qui aboutirait à précariser les jeunes ».

Suppression totale des charges
Priorité est donnée au soutien aux dispositifs d'alternance, des outils « connus, qui ont prouvé leur effi-

cacité et permettent des résultats rapides », mais qui sont en perte de vitesse depuis le début de l'année. Pour les relancer, Nicolas Sarkozy va notamment annoncer la suppression totale des charges pour tout apprenti embauché et la revalorisation des aides versées par l'Etat sur les contrats de professionnalisation (lire ci-dessous). Toujours dans l'optique d'encourager une « insertion durable dans de vrais emplois », l'Etat soutiendra les entreprises embauchant leurs stagiaires et va passer de 50.000 à 100.000 le nombre de contrats aidés dans le secteur marchand cette année.

« Ce n'est pas un plan dans lequel on mettra les jeunes dans des

parkings en attendant que le couvercle de la crise se lève », s'est réjoui, hier, Martin Hirsch, le haut-commissaire à la Jeunesse. Son idée de financer des prérecrutements des entreprises, remboursés à terme par une diminution des allègements de charges sur les bas salaires, a pourtant été jugée « peu réaliste » et finalement écartée.

L'accueil des syndicats

Le coût total du plan, pour l'Etat, sera « supérieur à 1 milliard d'euros », indique l'Elysée. Concrètement, toutefois, l'exécutif ne débloquent pas de crédits nouveaux : les mesures seront financées en puisant dans le 1,5 milliard d'euros

que l'Etat a promis, lors du sommet social du 18 février, d'apporter au Fonds d'investissement social. Nicolas Sarkozy, qui prône la « union » sur ce sujet « prioritaire », va en outre inviter les partenaires sociaux, gestionnaires des fonds de la formation, et les régions à mettre eux aussi au pot pour financer les mesures annoncées. Il attend aussi, dans le cadre de conventions avec l'Etat, des engagements chiffrés des entreprises et des branches en termes d'embauches. Des grands groupes, comme Veolia et Accor, et des branches, dont la restauration, ont déjà donné leur accord de principe.

A une semaine des mobilisa-

tions du 1^{er} Mai, les mesures annoncées devraient recueillir un accueil mitigé des syndicats. Ils ne manqueront pas de saluer l'effort mis sur la formation pour préparer la reprise, mais devraient aussi regretter l'absence de création d'un revenu de soutien aux jeunes de moins de 25 ans au chômage, réclamé notamment par la CFDT et FO. Ils auront l'occasion de le dire de vive voix aux représentants de l'Etat dès mardi, à l'occasion de la réunion d'installation du Fonds d'investissement social, où ce plan d'urgence leur sera soumis.

DEREK PERROTTE